

Souveraineté La Solution inc.

13. Que les frais de garde pour les familles de \$100000.01, soit de \$50.00 par jour par enfant, et \$1.00 par tranche de \$5000.00 additionnel jusqu'à une concurrence de \$150000.00.
14. Toutes les familles qui ont un revenu de plus de \$150000.01, seront exclus du système de garderies publiques.
15. Que les enfants des assistés sociaux soient limités à un jour semaine en garderie publique, mais toutefois la priorité soit attribuée aux travailleurs, incluant le numéro 7.
16. Une personne qui reçoit une pension, et qui va travailler dans la même structure, qu'elle ne soit éligible à une pension de celle-ci.
17. Une personne qui reçoit une pension de l'état, et qui va travailler, soit pénalisée de 50% de sa pension.
18. Que toute personne qui travaille hors du sol québécois, et qui ne contribue pas aux taxes et impôts du Québec, doit verser dans la caisse santé \$20.00 mensuellement, ceci incluant les vacanciers de plus de quatre semaines.
19. Faire payer ou saisir les biens des gens qui n'ont pas payé d'impôts: les Brofman n'ont pas payé d'impôts sur \$1 milliard de revenu net, une compagnie pharmaceutique n'a pas payé d'impôts sur \$2 milliards de revenu net malgré plusieurs subventions pour la recherche venant des payeurs de taxes et impôts du Québec, pas d'impôts pour une compagnie inconnue sur \$1 milliard de revenu net, Paul Martin, ex premier ministre du Canada n'a payé d'impôts au Québec sur ses contrats de bateaux, qui sont enregistrés à l'étranger, Gillett qui a vendu le Club de hockey Canadien de Montréal pour plus de \$600 millions sans payer un sou d'impôts au Québec.
20. Que l'Ontario, par l'entremise du Canada, remette au Québec le dû de 1841-67 qui est dans la Charte canadienne, no. 112, qui égalerait aujourd'hui plus de \$1 trillion.
21. Imposer des frais aux compagnies minières un montant à la tonne brute extraite.
22. Imposer aux compagnies des frais de \$0.10 le litre d'eau embouteillée vendu au Québec, et \$0.75 du litre pour l'exportation.
23. Que les permis d'exploitation d'eau potable des compagnies soient augmentés à \$10000.00 annuellement.
24. Que tout soumissionnaire pour un contrat du gouvernement, doit déposer \$1000.00 remboursable.
25. Que les frais de scolarité universitaire soient augmentés, mais toutefois si l'étudiant (e) qui reçoit un diplôme, et qu'il a fait ses études en français et travaille dans sa ligne d'études six mois après la fin de ses études pour une durée de cinq ans consécutifs, se verrait remboursé par le gouvernement \$1000.00 par année pour une durée de cinq ans.